



**LES DEGATS ECONOMIQUES A BENI, NORD-KIVU, CAUSES PAR LES MASSACRES REPETES**



**RAPPORT D'ENQUETES MENEES AUPRES DES DEPLACES INTERNES ENCADRES PAR L'INTEGRATION SOCIALE POUR LA PROMOTION DES NECESSITEUX « I.S.PRO.N. »**

**Butembo, 15 octobre 2016**

## **0. INTRODUCTION**

### **0.1. Préambule**

La LOFEPACO, Ligue des organisations des femmes paysannes du Congo, a été créée en juin 2000 sous l'appellation LOFEPANOKI (Ligue des Organisations des Femmes Paysannes du Nord-Kivu). Un peu plus tôt, les femmes paysannes étaient déjà regroupées en associations des productrices. Cependant, elles travaillaient en ordre dispersé. Sur leur parcours, certaines associations se sont retrouvées avec des objectifs, visions et cibles identiques avec des difficultés similaires. Le besoin d'échange s'est fait sentir car les associations ont trouvé que la tâche était grandiose et complexe et que les efforts devraient aussi être grands ou agrandis.

Ainsi 8 organisations paysannes ont-elles senti la nécessité de créer la LOFEPANOKI. Actuellement, La LOFEPACO compte 16 Organisations membres intervenant dans quatre provinces de la RDC : le Nord-Kivu, la Tshopo, l'Ituri et le Sud-Kivu. Par sa vision, la LOFEPACO voudrait avoir des femmes paysannes émergentes dont les conditions de vie sont améliorées sur le plan socioculturel, économique et politique. Dans cette optique, son intervention s'articule sur trois domaines : la sécurité alimentaire, la formation-information et le plaidoyer.

### **0.1. Contexte et justification**

Depuis Octobre 2014, des massacres en répétition sont enregistré dans le Territoire de Beni en particulier, le Grand-Nord-Kivu en général. Cette situation touche toutes les couches de la population et plus singulièrement les producteurs agricoles. Ceux-ci abandonnent leurs champs pour vivre dans une misère indescriptible dans leurs villages ou en déplacement dans des milieux urbains.

En effet, depuis le début des carnages, ce sont les agriculteurs, dont le rôle dans les économies locales n'est plus à démontrer, qui en sont les premières victimes : ils sont massacrés et sont obligés d'abandonner leurs champs et ainsi vivre dans la dépendance à part la perte des leurs dont la main d'œuvre active. Les effectifs des agriculteurs sont ainsi réduits alors que le nombre de bouches à nourrir va toujours croissant. Les chiffres parlent de plus de 1000 personnes tuées à la machette et plus de 1000 autres portées disparues si nous nous basons sur les chiffres publiés actuellement<sup>1</sup>. Ils nous produiraient combien de tonnes en utilisant les machettes que ces égorgés utilisent pour tuer ? Cette production nourrirait beaucoup de ménages en dehors de la zone où ces massacres se déroulent. En territoire de Lubero, on parle d'une guerre à peine voilée qui a aussi laissé beaucoup de victimes dont la plupart sont des producteurs qui ont finalement trouvé refuge dans les villes et autres centres environnants.

En lisant certains rapports déjà élaborés dans le cadre de cette situation désastreuse à Beni, à Lubero et à Rutshuru, peu sont ceux qui s'attellent à l'aspect économique pour essayer d'estimer la quantité de produits agricoles qui serait obtenue des exploitations abandonnées par les producteurs en fuite ainsi que la valeur monétaire de cette production.

C'est dans cette optique que la LOFEPACO a approché l'ISPRON en vue de mener les enquêtes qualifiées de « situationnelles » auprès des déplacés internes, venus des Territoires de Beni, Lubero et Rutshuru et cela en marge de la journée internationale de la femme rurale, célébrée chaque 15 octobre de l'année.

---

<sup>1</sup> Lettre ouverte adressée au Président de la RDC le 14 mai 2016 par les coordinations territoriales de Beni et de Lubero et les coordinations urbaines de Beni et Butembo



## **I. APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### **I.1. Période d'étude**

Cette étude/recherche a été réalisée en ville de Butembo au mois d'octobre 2016 par la Ligue des Organisations des Femmes Paysannes du Congo, LOFEPACO, auprès des déplacés internes suite aux attaques en série par les « égorgeurs de Beni ». Ils sont encadrés par l'Intégration Sociale pour la Promotion des Nécessiteux, ISPRON en sigle.

### **I.2. Méthodes et techniques utilisées**

Sur le plan méthodologique, nous avons recouru à la méthode inductive. En effet, il est difficile, sinon impossible de collecter les informations sur les pertes agricoles en Territoires de Beni, Lubero et Rutshuru notamment par un sondage exhaustif auprès des déplacés internes venus de ces contrées. Nous avons considéré comme échantillon pour les trois territoires, les personnes qui ont été touchées par nos enquêtes.

Pour collecter les données, nous avons organisé des enquêtes individuelles soutenues par les informations livrées par l'ISPRON à travers son secrétariat exécutif.

Les fiches d'enquêtes utilisées ont permis d'enregistrer le genre de la victime, l'âge, la taille du ménage, le lieu de provenance, l'état matrimonial, la profession, la période d'abandon de l'exploitation, la (les) culture(s) pratiquée(s), la superficie du champ et sa localisation, la suite de l'état des cultures.

### I.3. Présentation de la population d'étude

Selon l'ISPRON, les déplacés internes se trouvant à Butembo se répartissent comme suit, selon leur territoire d'origine:

Catégories	Beni	Lubero-Rutshuru	Total
Hommes	362	1115	1477
Femmes	648	1347	1995
Garçons	1622	772	2394
Filles	2513	331	2844
Total	5145	3565	8710

- Territoire de Beni : Rwangoma, Mbau, Mavivi, Oicha, Ndalya, Mamove, Maymoya, Mapobu, Eringeti, Kokola, Mambelenga, Katabeyi, .....
- Territoires de Lubero-Rutshuru : Mabutuha, Fungulamacho, Kasiki, Fatuha, Bunyatenge, Miriki, Kasugho, Makoko, Uninga, Ikovo, Kitevya, Kibirizi, Nyanzale, Nyamilima, ....

En les regroupant en ménages, l'ISPRON a présenté un effectif de 1742 ménages. Comme il n'a pas été possible d'atteindre ce nombre en totalité, la LOFEPACO a réalisé les recherches auprès de 167 responsables de ménages, dont 103 hommes et 64 femmes, soit 9,6% de la population totale concernée. La grande majorité des gens interviewés étaient originaires du Territoire de Beni. Les résultats tels qu'obtenus seront extrapolés sur l'effectif total pour le Territoire de Beni. Des résultats de ces recherches, la période d'abandon des exploitations par les producteurs a été moyennement évaluée à 18 mois (chiffre obtenu des enquêtes après calcul de la moyenne).

### I.4. Portée du document

Ce rapport est produit exclusivement pour servir de document de plaidoyer en faveur des populations victimes des affres de l'insécurité et pourra compléter d'autres rapports déjà produits dans le même cadre. Les éléments présentés engagent la LOFEPACO qui est responsable primaire de cette étude.

## II. SUPERFICIES ABANDONNEES PAR LES 167 PRODUCTEURS ET ESTIMATION DES PERTES

Culture	Superficie abandonnée (en ha)	Rendement à l'hectare (en tonnes par 6 mois)	Quantité non produite (en tonnes par 6 mois)	Quantité non produite en 18 mois (en tonnes)	Valeur par t en \$	Valeur monétaire de la production totale perdue (en \$) en 18 mois
Arachide	35	1,5	52,5	157,5	1.200	189.000
Bananier	20	35	350	1050	200	210.000
Cacao	110	1	55	165	3.000	495.000
Café	55	1	55	165	2.000	330.000
Haricot	80	2	160	480	500	240.000
Igname	7,5	8	60	180	1.000	180.000
Maïs	2,5	2,8	7	21	300	6.300
Manioc	90	4	360	1.080	250	270.000
Palmier à huile	210	1	105	315	110	34.650
Sorgho	19	2,5	47,5	142,5	500	71.250
Riz	20	2	40	120	800	96.000
<b>TOTAL</b>						<b>2.122.200</b>

Ces données se rapportent à l'effectif des 167 producteurs touchés par nos enquêtes. Si on considère le nombre total de déplacés, cette somme sera plus importante et personne ne sera en mesure d'en réparer les préjudices. Au regard de la période moyenne d'abandon des exploitations par les producteurs de 18 mois (trois saisons culturales) sur la période des deux ans depuis que les massacres ont commencé, les pertes, basées sur les réponses des 167 enquêtés mènent à une perte combinée de 2.122.200\$. Cela permet de calculer la perte moyenne par ménage, qui est de 12.708 \$. Si on fait une extrapolation pour tous les 1.029 ménages de déplacés, originaires de Beni, se trouvant à Butembo, la perte revient à 13.076.532 \$ pour les trois saisons d'abandon des exploitations. Si le nombre total de ménages agricoles touchés était connu, il serait possible d'estimer la perte totale.

Ainsi, en allant plus loin que les enquêtes réalisées, nous avons enregistré les chiffres suivants:

En ville et Territoire de Beni<sup>2</sup> : 81.000 ménages de déplacés

- ✓ Oicha : plus de 34.000 ménages de déplacés
- ✓ Mbau : plus de 17.000 ménages de déplacés
- ✓ Mavivi : plus de 10.000 ménages de déplacés
- ✓ Ville de Beni : plus de 20.000 ménages de déplacés

Partant des pertes réelles par famille sur 3 saisons, la valeur extrapolée des pertes subies par toutes ces familles combinées monte ainsi à 1.029.348.000 \$, soit 1,03 milliards de \$.

(Pour mémoire, les 23.800 ménages de déplacés du Territoire de Lubero-Rutshuru, ni ceux des autres provinces en insécurité et connaissant le phénomène des déplacés internes, n'ont été inclus dans ce rapport, parce que leurs systèmes d'exploitation diffèrent de ceux des personnes interviewées. Le chiffre total de la valeur des pertes agricoles subies dans tout l'Est sera ainsi encore de loin supérieur à ce chiffre-ci, qui se limite exclusivement au Territoire de Beni).

## CONCLUSIONS

L'insécurité dans certaines zones rurales de la province du Nord-Kivu cause des dégâts énormes à l'économie rurale. Rien que pour le Territoire de Beni, ceux-ci peuvent se résumer en ces termes :

- plus de 1.000 personnes tuées et 1.000 autres disparues : une perte humaine inestimable pour les familles touchées, et la raison du déplacement de la force économique rurale de 81.000 unités de production agricoles familiales, forcées d'abandonner leurs outils de production.
- la valeur des pertes subies par l'arrêt des activités agricoles depuis octobre 2014 par les producteurs agricoles du Territoire de Beni est estimée à 1,03 milliards de \$, soit l'équivalent d'un septième du budget national, deux tiers de la valeur des denrées alimentaires importées chaque année dans le pays entier (1,5 milliards de \$), et presque autant que le budget annuel de la MONUSCO (1,23 milliards de \$).

Les attaques récurrentes sur la population rurale paisible par des assaillants mal identifiés visent ainsi clairement la destruction du tissu économique et social de notre nation. En cette journée internationale de la femme rurale 2016, la productrice agricole du Nord-Kivu lance un cri de détresse à la communauté tant nationale qu'internationale pour neutraliser les égorgeurs et pour leur

---

<sup>2</sup> KIZITO BIN HANGI, Chargé de communication de l'ASADHO Nord-Kivu

permettre de pouvoir reprendre soin de leur contribution majeure à la nation : alimenter la population et éduquer les enfants pour préparer l'avenir.

C'est ainsi que les femmes rurales de Beni demandent :

- la conjugaison des efforts des FARDC, de la MONUSCO et de toute la communauté internationale pour mettre fin, le plus rapidement possible, à ce fléau humain qui touche le territoire de Beni depuis deux ans.
- une enquête internationale en vue d'apporter toute lumière sur l'identité et les motifs des égorgeurs de Beni pour que justice soit faite.
- au gouvernement, la création d'un environnement propice au développement et à l'entreprenariat.



Une force économique majeure, les femmes productrices agricoles, n'attendent que la paix pour se remettre au travail dans leurs fermes abandonnées.

Les femmes rurales sont impatientes et déterminées à contribuer leurs efforts à la construction d'un avenir meilleur. Avec leurs houes, elles forment la lettre V, symbole de la victoire : la victoire tant attendue sur l'insécurité dans les zones rurales, la victoire sur la pauvreté grâce aux efforts que les femmes rurales sont impatientes à contribuer pour la construction de l'avenir de notre beau pays.



## LAISSEZ-NOUS EN PAIX

Le 15 octobre 2016, journée internationale de la femme rurale, les productrices agricoles au Nord-Kivu sont endeuillées et privées de leurs moyens de production. Elles n'ont aucune raison de célébrer. Elles lancent un appel vibrant à tous les hommes pour amener la paix et elles s'engagent à nourrir le pays et développer leurs familles.

N°09 Avenue Bamate, Q. Centre Commercial, C. Kimemi, V.BUTEMBO, P. Nord-Kivu, R.D.Congo

Tél : +243997185105 ; +243993600770

E-mail : [lofepacordc@yahoo.fr](mailto:lofepacordc@yahoo.fr) et [lofepacordc@gmail.com](mailto:lofepacordc@gmail.com) | Site web : [www.lofepaco.org](http://www.lofepaco.org)